

Les obstacles à l'industrialisation du Tiers-Monde

Ikonocoff M.

Le développement

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 11

1972
pages 52-59

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010722>

To cite this article / Pour citer cet article

Ikonocoff M. Les obstacles à l'industrialisation du Tiers-Monde. *Le développement*. Paris : CIHEAM, 1972. p. 52-59 (Options Méditerranéennes; n. 11)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Moïses IKONICOFF
 Directeur des Études
 U.E.R.I. E.D.E.S.
 Université de Paris I

Des obstacles à l'industrialisation du Tiers-Monde

Depuis que la problématique des espaces que l'on appelle périphériques est entrée dans le domaine officiel de la théorie économique, les auteurs cherchent vainement à définir les catégories analytiques qui puissent rendre compte de la spécificité de ces espaces. La recherche de schémas explicatifs englobant l'ensemble des phénomènes du Sous-Développement suit d'une manière erratique un itinéraire plein de contradictions. Les significations différentes que l'on a successivement attribuées au niveau d'industrialisation par rapport à l'idée de Sous-Développement en sont un excellent exemple.

Pour ceux qui considèrent le Sous-Développement comme un ensemble de carences ou d'insuffisances caractérisant la structure de certains espaces économiques, il n'y a pas de problème : la faiblesse ou l'inexistence d'une industrialisation représente un élément constitutif du Sous-Développement. Les ouvrages parus dans les années 50 peuvent se classer dans ce courant (1).

Or, l'examen sommaire de la réalité montre qu'un processus d'industrialisation très poussé a eu lieu, durant les dernières décennies, dans les pays du Tiers Monde, et les indicateurs sont là pour en donner une image quantitative. Nous utiliserons à cette fin les indicateurs que Paul Bairoch présente dans son ouvrage : « *Diagnostic de l'évolution économique du Tiers Monde, 1900-1966* » (Gauthier Villars, Paris, 1967). Ces indicateurs — quelles que soient les objections que l'on puisse formuler à leur égard — nous permettent d'avoir une vision globale correcte des phénomènes d'industrialisation dans le Tiers-Monde.

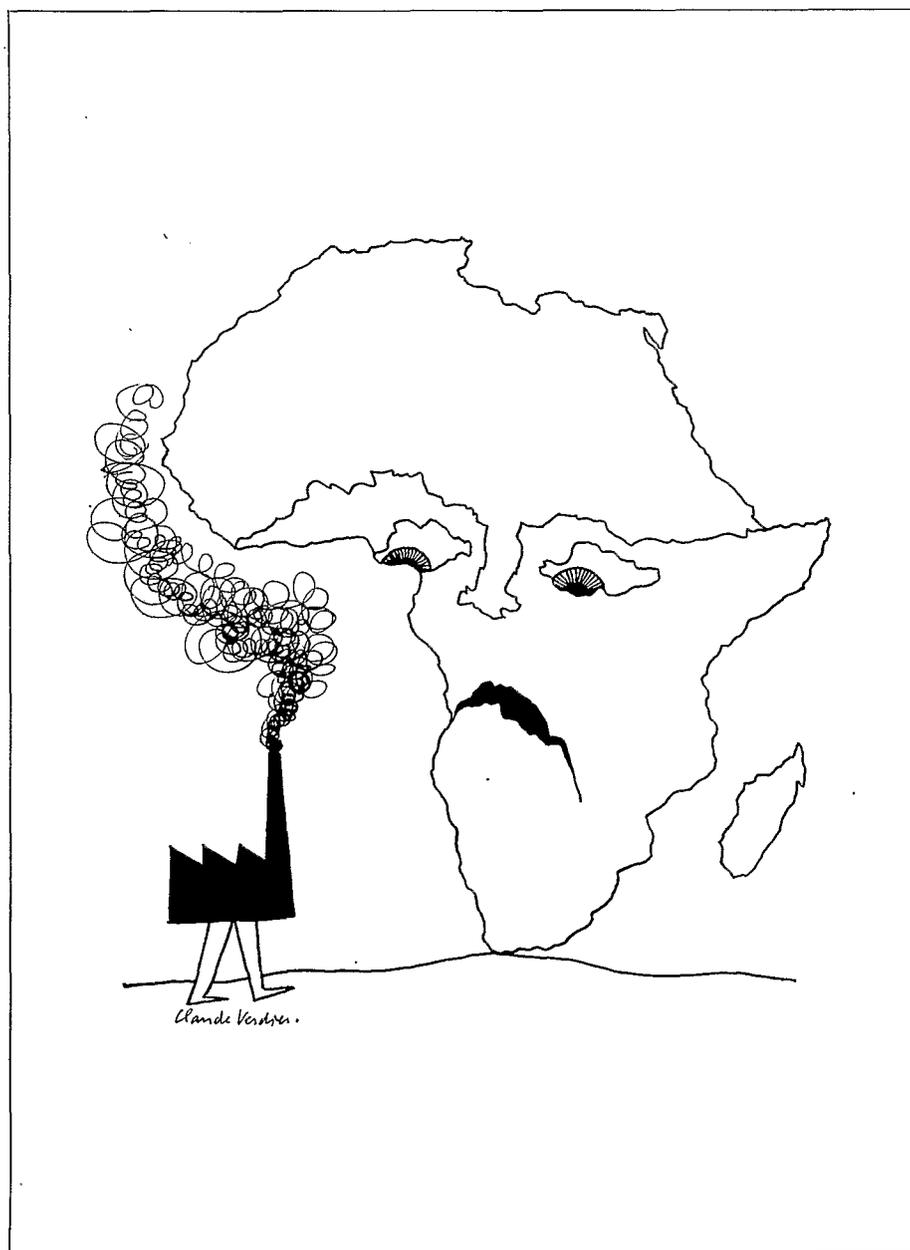
Au niveau des indicateurs de tendances, nous constatons que le taux annuel de croissance dans l'industrie manufacturière a été, pour les pays du Tiers-Monde :

en 1938-50 de 3,8 %
 1950-52 de 6,9 %
 1957-65 de 7,5 %.

Pendant ces mêmes périodes, le taux de croissance de la production agricole n'a pas dépassé en moyenne 2,5 %.

(1) Harvey LEIBENSTEIN : *Economic Backwardness and Economic Growth*, New-York, 1957.

Yves LACOSTE : *Les pays sous-développés*, Coll. Que sais-je ? PUF, 1959.



**Indices de la production de l'industrie manufacturière
de l'ensemble des pays sous-développés non communistes
(1950 = 100)**

	1938	1950	1957	1965
Industrie manufacturière légère	47	66	95	151
Industrie manufacturière lourde	28	51	91	194
Ensemble de l'industrie manufacturière .	39	59	94	169
dont :				
alimentation, boissons, tabac	47	67	95	140
textiles	52	66	94	138
papier	23	48	91	212
chimie et dérivés pétrole, charbon .	32	56	92	180
minéraux non métalliques	25	51	95	168
métallurgie de base	37	56	91	189
ouvrages en métaux	24	45	89	216

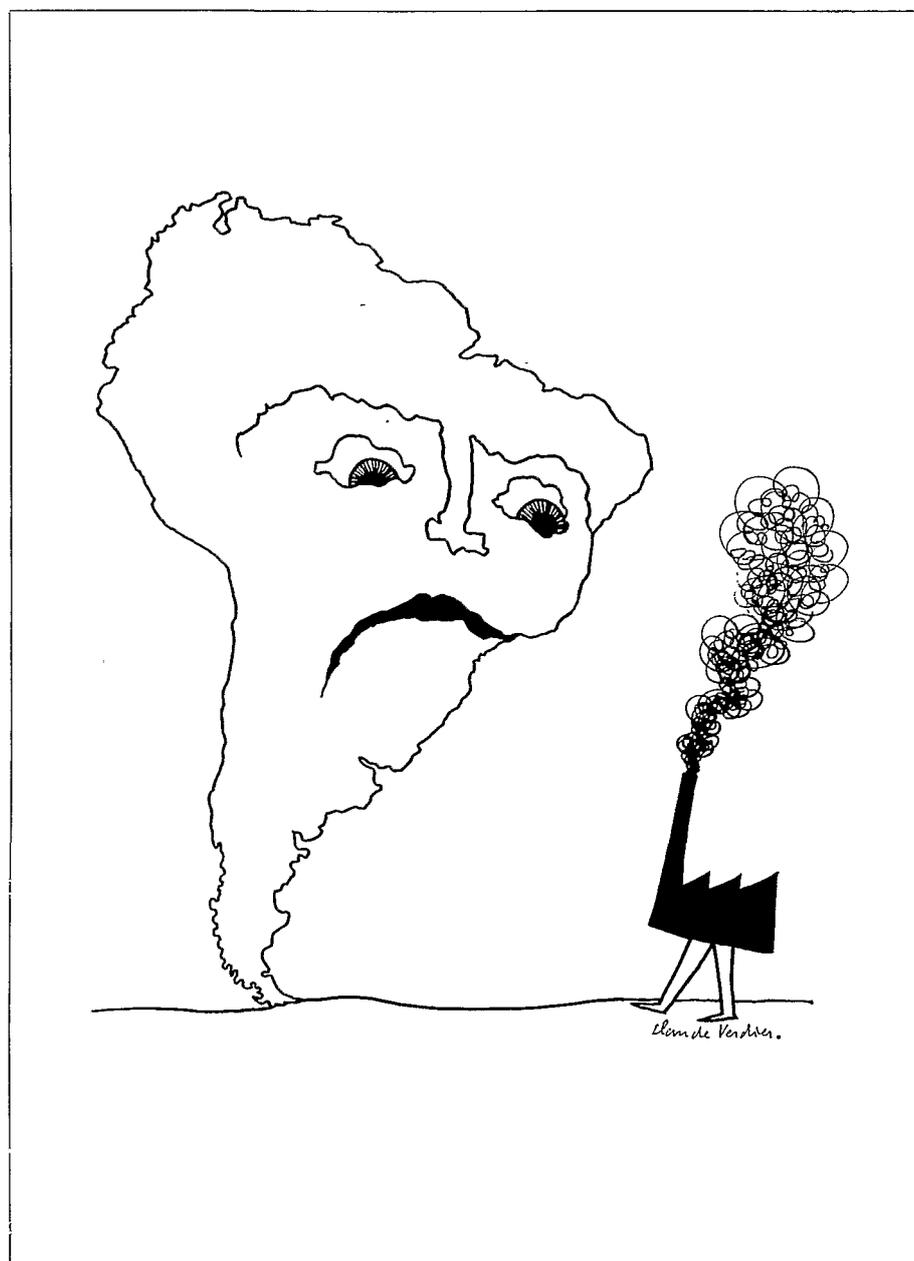
Ces différences, au niveau des indicateurs de tendances, finissent nécessairement par s'exprimer au niveau des indicateurs de structure. C'est ainsi que le pourcentage du produit brut provenant de l'industrie manufacturière dépasse déjà la part provenant de l'agriculture dans les pays les plus avancés d'Amérique latine et s'élève sensiblement dans le reste du Tiers-Monde.

PAYS	Pourcentage du P.I.B. provenant de l'industrie manufacturière 1962-1964
Argentine	32,4
Bésil	27,0
Mexique	27,4
Inde	18,4

Le fait qu'un processus d'industrialisation s'opère dans les pays du Tiers-Monde pourrait encore être démontré en s'appuyant sur de nombreuses autres données.

Mais, si l'on s'accorde aujourd'hui pour l'admettre, on s'accorde beaucoup moins pour définir la nature et les conditions de cette industrialisation ainsi que pour identifier les obstacles qu'elle doit affronter.

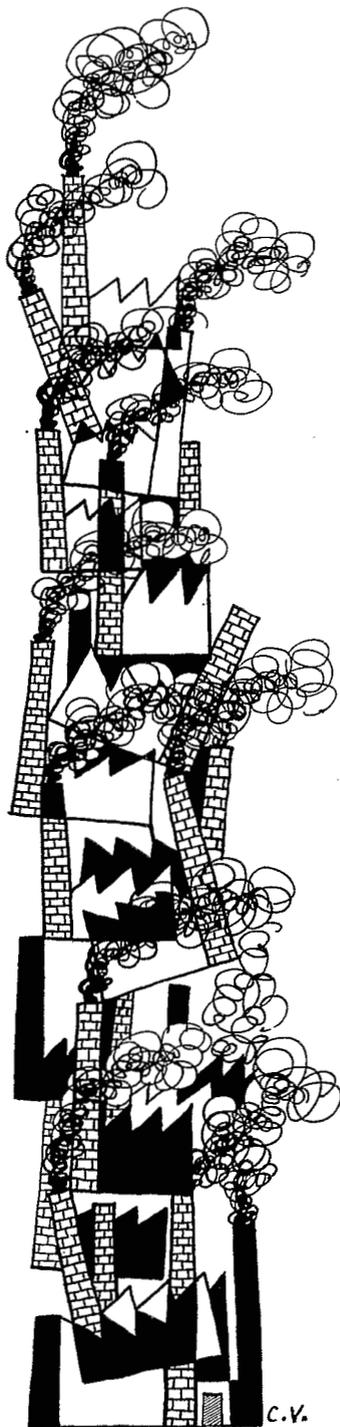
En général, toutes les tentatives réalisées dans le but d'explicitier les mécanismes de l'industrialisation et les blocages qu'elle comporte ou auxquels elle va inévitablement se heurter, ont été systématiquement démenties par la réalité, qu'elles portent sur l'ensemble du Tiers-Monde comme celles de Paul Bairoch, Samir Amin et Pierre Jalée ou qu'elles portent sur une région comme celle de Celso Furtado.



PRÉVISIONS ET RÉALITÉS

Paul Bairoch (2) signale, parmi les obstacles au démarrage de l'industrialisation dans le Tiers-Monde, la complexité de la technique et le coût élevé des investissements industriels au moment de ce démarrage. D'après Bairoch, la com-

(2) Paul BAIROCH : *Révolution industrielle et sous-développement*, SEDES, Paris, 1964.



Intégration verticale
de la structure industrielle.

binasion de ces facteurs entraîne une structure concentrée qui empêche la formation d'une classe nombreuse d'entrepreneurs semblable à celle qui avait résulté du démarrage dans les pays développés. Or, on retrouve au contraire à peu près ces mêmes structures faiblement concentrées dans les pays d'Amérique latine dont le processus d'industrialisation a démarré à la suite de la crise des années 30 (3).

Samir Amin (4) signale que les mécanismes de la dépendance des « capitalismes périphériques » qui font de ceux-ci des « prolongements des capitalismes centraux » entraînent une distorsion en faveur des industries et des techniques légères. L'industrialisation du Tiers-Monde, dans la mesure où elle est soumise à la domination des pays centraux, ne pourrait pas, d'après cet auteur, franchir le stade de l'industrie légère.

Or, les indicateurs fournis par Bairoch sembleraient montrer que la croissance qui s'est opérée dans le Tiers-Monde est, au contraire, plus accentuée pour les branches dites lourdes que pour les branches légères.

En outre, pour certains pays d'Amérique latine, on peut constater que la participation de la production de biens en provenance de branches dites « dynamiques » est largement dominante par rapport à celle des branches dites « végétales » à l'intérieur du secteur industriel (5).

Celso Furtado qui examine le processus d'industrialisation en Amérique latine, montre comment il aboutit, pour certains pays, à l'intégration verticale de la structure industrielle. Pour cet auteur (6), le problème de l'industrialisation en Amérique latine ne réside pas dans les obstacles qui s'opposent au démarrage ou au passage au stade de l'industrie lourde, mais dans les conditions particulières de son déroulement qui font que l'industrie, même intégrée, n'est pas capable de provoquer une croissance durable autosoutenue du produit global. D'après son analyse, l'élévation des prix relatifs des biens de capital ralentit le processus d'accumulation et réduit le taux de croissance. L'industrialisation opérée selon le modèle latino-américain de substitution d'importations peut alors atteindre — et elle l'atteint parfois — le stade de l'intégration, mais elle aboutit inévitablement à la stagnation. Mais Furtado a privilégié l'expérience brésilienne lors de l'élaboration de son modèle et l'on peut constater qu'après la stagnation du milieu des années 60, le Brésil passe par un processus de croissance assez important et que rien n'indique qu'il doive s'arrêter.

(3) Moïse IKONICOFF : *Les deux étapes de la croissance en Amérique Latine*, in *Revue Tiers Monde*, Tome X, n° 37.

(4) Samir AMIN : *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, Paris, 1970.

(5) La Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL) distingue les branches végétales des branches dynamiques. Cette distinction recouvre à peu près les mêmes branches que l'on qualifie habituellement de légères et de lourdes.

(6) Celso FURTADO : *Développement et sous-développement*, PUF, Paris, 1967.

Tenant compte de ces exemples — que nous pourrions multiplier à loisir — nous sommes en droit de nous demander si nous ne nous trouvons pas face à une réalité irréductible et si, dans ce cas, nous ne devrions pas renoncer à toute tentative de généralisation. Peut-être devrions-nous nous contenter de de l'examen empirique de chaque situation concrète. En effet, la confrontation avec la pratique devrait certes décourager les prétentions universalisantes de certaines analyses mais aussi constituer un puissant stimulant pour les tentatives de définition précise de la portée temporelle et spatiale de celles-ci. Ainsi, les schémas explicatifs des auteurs auxquels nous avons fait référence précédemment contiennent certainement des éléments qui nous permettent une meilleure compréhension des problèmes que pose l'industrialisation, mais à condition de définir auparavant les cas où il est possible de les utiliser.

Les chiffres globaux que nous avons donnés auparavant recouvrent une réalité extrêmement hétérogène d'où il résulte la nécessité d'opérer un certain classement, c'est-à-dire d'établir une typologie des espaces périphériques. Or, l'histoire de la périphérie permet de constater l'existence d'étapes du développement par lesquelles passent les différents pays ou régions. La base du classement pourrait donc être le regroupement des espaces périphériques selon l'étape dans laquelle ils se trouvent. Nous pourrions alors, sans tomber dans un empirisme qui nie l'effort analytique, mais sans tomber non plus dans les généralisations abusives, définir les conditions de l'industrialisation et les obstacles propres à chaque étape, ce qui nous permettrait de réinsérer les analyses des auteurs évoqués précédemment, mais en indiquant leurs limitations.

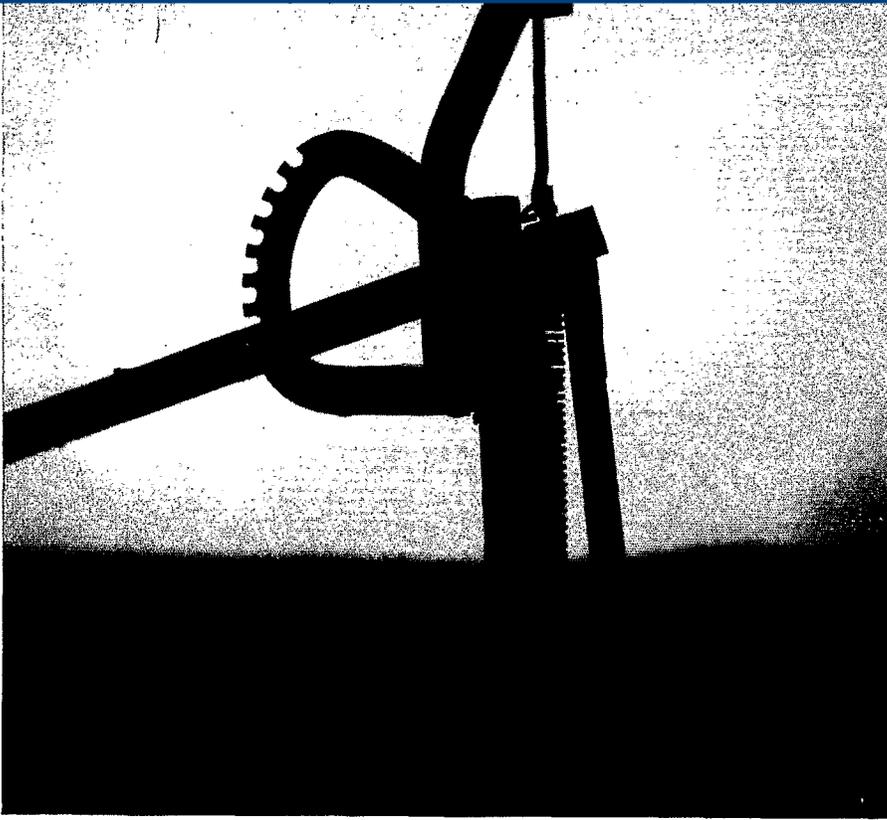
LES ÉTAPES DE L'ÉVOLUTION PÉRIPHÉRIQUE

Par rapport au processus d'industrialisation, on peut distinguer schématiquement quatre étapes dans l'histoire du Tiers-Monde :

L'étape pré-industrielle

Cette première étape s'ouvre avec l'incorporation du Tiers-Monde au système de rapports économiques internationaux constitué vers le milieu du XIX^e siècle. La constitution du système de rapports économiques internationaux qui entraîne l'intégration mondiale de l'économie est déterminée par le développement des forces productives des pays européens, points d'origine de la révolution industrielle. Elle répondait donc aux besoins inhérents à la croissance de ces espaces qui, de ce fait, devenaient le centre du système.

Les espaces dans lesquels ne s'était pas opéré un développement autonome des forces productives se sont vus intégrés au système en fonction des besoins et de la dynamique des espaces du « centre ». Ils sont, de ce fait, restés à la



périphérie du système. La production, à la périphérie, s'organise en fonction des marchés extérieurs. Or, comme l'exemple européen l'avait déjà prouvé, l'industrialisation ne peut démarrer ni se développer, au moins dans les premières phases, que si elle est orientée vers le marché intérieur. Par conséquent, de par sa nature même, le système productif périphérique exclut l'industrialisation. L'implantation de quelques industries d'exportation ou d'industries auxiliaires des secteurs d'infrastructure ne change en rien cette situation.

La seule conclusion possible est donc que l'obstacle essentiel, durant cette étape, est constitué par la distorsion du système productif orienté vers l'extérieur. Le principal élément d'une politique économique permettant le démarrage de l'industrie consisterait, à ce moment-là — comme le signale Samir Amin (7) —, dans la rupture avec le marché extérieur et l'organisation d'une économie auto-centrée.

En réalité, ce problème ne présente qu'un intérêt théorique et historique puisque, à notre avis, on ne retrouve aujourd'hui dans aucun espace périphérique le modèle de fonctionnement d'une économie primaire extravertie — au moins à l'état pur.

La durée et les causes qui marquent la fin de cette étape sont variables. Pour l'Amérique latine, elle se termine autour de 1930. Pour l'Afrique, la fin de cette phase pourrait, *grosso-modo*, coïncider avec la décolonisation.

Le démarrage par les industries légères

Les phases suivantes sont caractérisées par l'apparition des activités destinées au marché intérieur, activités qui vont se juxtaposer aux activités destinées au

marché extérieur et accroître leur importance par rapport à ces dernières.

La phase de démarrage par les industries légères est celle où le modèle d'économie extravertie cesse d'être le modèle exclusif de fonctionnement des économies périphériques et où des activités destinées au marché intérieur émergent et se développent. Le phénomène qui permet le démarrage de l'industrie, c'est le vide qui se produit au niveau de l'offre des biens manufacturés. La cause de ce vide se trouve dans le blocage ou le ralentissement des importations qui constituent l'essentiel de l'offre. Or, les altérations dans les courants des importations peuvent obéir soit aux conditions générales du système international — c'est le cas de la crise des années 30 en ce qui concerne certains pays de l'Amérique latine —, soit à la politique délibérée des états périphériques — c'est le cas de certains pays africains, asiatiques et même latino-américains.

Pour le premier de ces cas, la situation peut se résumer ainsi :

La crise de 1930, avec l'effondrement du système économique international qui fonctionnait depuis le milieu du XIX^e siècle, provoqua la chute de la demande mondiale de matières premières. La diminution de la valeur des exportations de matières premières entraîna une réduction de la capacité d'importer. Or, comme ces importations approvisionnaient le marché intérieur de ces pays et comme la demande intérieure restait au même niveau grâce au maintien — dû à la politique financière des gouvernements — du revenu monétaire, les conditions se trouvaient réunies pour la production locale des biens antérieurement importés.

(7) Samir AMIN : op. cit.

Dans le cadre des pays africains, asiatiques et de certains pays latino-américains, très légèrement ou pas du tout affectés par la crise des années 30, l'élimination de l'offre est produite par des moyens artificiels, c'est-à-dire par un protectionnisme délibéré vis-à-vis de l'industrie locale, par une élévation des droits de douane ou des mécanismes de subvention intérieure.

Mais de quel type d'industrialisation s'agira-t-il ? Il faut en effet, à ce niveau, faire une distinction entre l'industrialisation orientée selon les mécanismes du marché et l'industrialisation répondant à un projet formulé et mis en œuvre par un centre de décision publique. Le processus d'industrialisation dit « par substitution d'importations » correspond au premier modèle. Il s'est accompli dans la plupart des pays d'Amérique latine et, certes avec des modalités différentes, est en train de s'accomplir dans certains pays africains. L'expérience algérienne pourrait être un exemple du deuxième modèle (8).

Pour ce qui est de l'industrialisation substitutive opérée par les mécanismes du marché, elle s'oriente au début vers la production de biens de consommation finale qui exige des investissements peu coûteux, une technologie relativement simple, une dimension réduite des unités de production. Il s'agit notamment des industries alimentaires et textiles, et l'on peut considérer que cette étape se termine au moment où la possibilité de substitution de ces biens est épuisée.

On pourrait examiner dans les économies de marché et par rapport à cette étape les facteurs que Paul Bairoch (9) considère comme des obstacles qui s'opposent généralement au démarrage. Or, on constate qu'en ce qui concerne l'Amérique latine ces facteurs n'ont pas produit les effets que Bairoch leur attribuait et n'ont en rien constitué des obstacles à la progression du processus d'industrialisation vers la troisième étape. Pour l'Amérique latine, du fait que l'industrialisation, dans sa première phase, a été un phénomène spontané et non délibérément provoqué, on ne peut parler d'obstacles mais de distorsions des mécanismes d'industrialisation par rapport au modèle d'industrialisation des pays du centre.

La première distorsion est constituée par la faible efficacité des entreprises locales, cette faible efficacité étant la conséquence de l'inexistence d'une concurrence, elle-même due à l'absence d'offre. Les entreprises peuvent ainsi occuper le marché quelque soit le niveau des prix.

La deuxième distorsion est celle créée par ce qu'on peut appeler l'invariance structurelle. Les structures et les mécanismes de l'économie primaire extra-

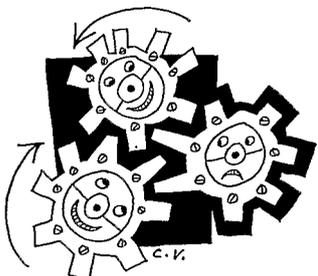
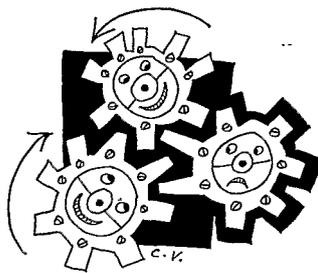
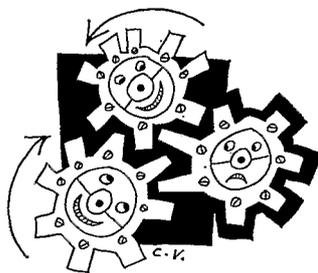
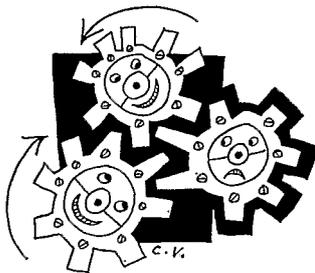
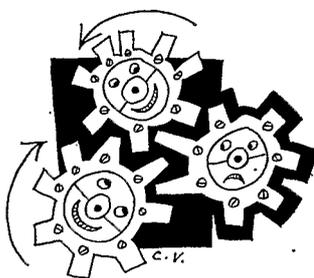
vertie vont persister et se juxtaposer aux mécanismes de production pour le marché intérieur, ce qui provoque des déséquilibres irréductibles dans la structure globale de l'économie.

Pour les pays africains dont le processus d'industrialisation a démarré plus récemment, la situation est différente. Un certain nombre d'obstacles empêchent en effet les pays qui ont choisi un modèle semblable à celui de l'Amérique latine de franchir cette étape et l'on peut penser que, vraisemblablement, cette situation est durable. Le fait que la plupart des industries correspond à des investissements étrangers a empêché — entre autres choses — l'émergence d'une classe d'entrepreneurs locaux à l'exemple de l'Europe ou de certains pays d'Amérique latine. Que le rôle prédominant du capital étranger soit le fait des coûts très élevés des investissements ou de la complexité de la technologie — comme le veut Bairoch — ou qu'il soit la conséquence des mécanismes de domination et de la nouvelle répartition du travail à l'échelle mondiale — comme l'explique Samir Amin — il n'en constitue pas moins une source de blocages. On ne voit pas par quels mécanismes une économie de marché pourrait les éliminer.

Les conditions générales nécessaires pour surmonter les blocages et permettre la progression du processus d'industrialisation apparaissent ainsi très rapidement : il est impératif de substituer aux mécanismes du marché la maîtrise par le centre de décision publique de l'ensemble des variables du fonctionnement de l'économie. Mais si les conditions générales sont faciles à définir, le projet que le centre de décision publique devrait mettre en œuvre est bien plus difficile à élaborer.

En opposition à la stratégie qui se fonde sur le développement des industries légères provoquant progressivement l'intégration par les effets d'entraînement qu'elles suscitent vers les industries en amont, on retrouve la stratégie fondée sur le développement prioritaire des industries lourdes. Cette stratégie a fait l'objet de différentes formulations. Elle correspond plus ou moins au modèle soviétique et sa caractéristique principale est de dissocier les processus d'industrialisation, au moins dans une première phase, des besoins réels ou potentiels de la demande. Les « industries industrialisantes » de Gérard Destanne de Bernis (10) ne sont qu'une formulation particulière de cette stratégie fondée sur les industries lourdes.

Mais les pays périphériques ne sont pas assurés, une fois atteinte la phase d'implantation des industries de biens intermédiaires et de biens de capital, de déboucher sur une croissance durable, accumulative et harmonisée de leur économie, ni de briser les mécanismes de la dépendance extérieure. En effet, que cette phase soit atteinte comme une séquence naturelle d'un processus de subs-



(8) Voir ci-dessous : Henri VALLAT, *Agriculture et industrie dans la phase d'accession au développement* : le cas de l'Algérie.

(9) Paul BAIROCH, op. cit. : Les obstacles sont la progression démographique, les conditions sociales en matière d'emploi, le développement de la technique, la réduction des coûts du transport, l'élévation des coûts de l'investissement. In *Révolution Industrielle et Sous-Développement*, SEDES, Paris.

(10) Gérard DESTANNE DE BERNIS : *Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale* in *Revue Economie Appliquée*, Tome 19, n° 3-4-1966 et *Les Industries Industrialisantes et les Options Algériennes*, in *Revue Tiers Monde*, Tome 12, n° 47-1971.

titution d'importations qui a franchi l'étape des industries légères — comme en Amérique latine — ou qu'elle soit la conséquence d'un projet du centre de décision publique de sauter délibérément ce que nous avons défini comme la deuxième étape de l'évolution économique de la périphérie, l'ensemble des problèmes et des difficultés à affronter se révèlent commun et, dans les deux cas, il tient pour beaucoup de la nature même de ces industries. Naturellement, les formes qu'assument ces difficultés ainsi que les possibilités de les résoudre diffèrent dans chacun des cas.

L'implantation des industries lourdes

Il faut d'abord signaler que durant cette troisième étape — et cela est surtout valable pour l'Amérique latine — il y a encore juxtaposition des mécanismes de croissance vers l'extérieur et des mécanismes internes. Mais l'importance du mécanisme économique fondé sur le marché intérieur s'accroît par rapport au mécanisme économique fondé sur la croissance vers l'extérieur.

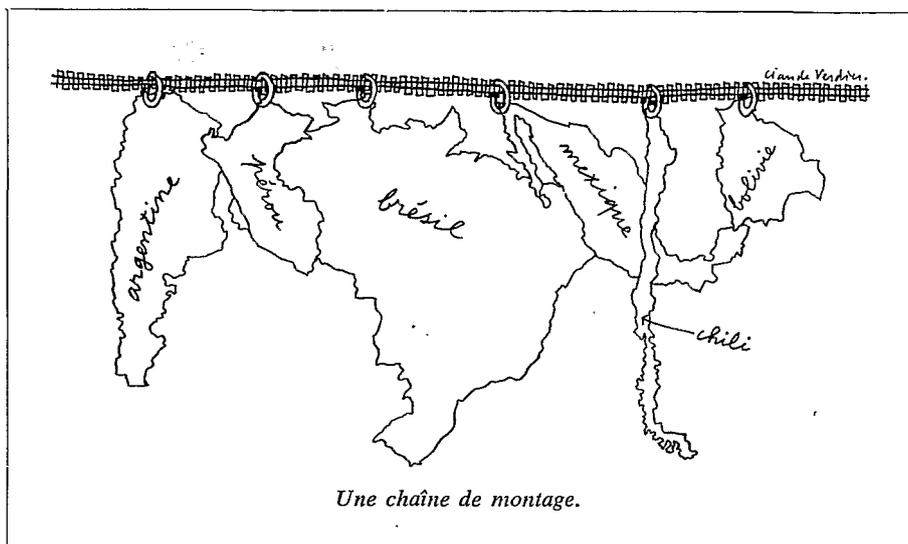
On assiste à une perte d'importance des mécanismes de domination par le marché, ce qui est très significatif car, dans la mesure où la domination par le marché diminue en importance, une nouvelle forme de domination, à travers d'autres mécanismes, apparaît en liaison avec les transformations et la concentration des moyens de production dans le centre. Mais quels sont les problèmes essentiels que suscite la mise en place de ce type d'industrie ? On pourrait les grouper autour de quatre facteurs :

1. LA TECHNOLOGIE

Il est évident que la technologie requise par de telles industries ne peut qu'être importée soit sous la forme d'achats de brevets et de licences, soit sous la forme d'achats de biens d'équipement. Or, la technologie n'est pas une donnée neutre. Elle est déterminée par les conditions des pays qui la créent et par les objectifs et les besoins des unités de production qui l'appliquent. En général, dans le pays du centre où le facteur travail est rare, où son coût est élevé, les innovations technologiques s'orientent vers l'élévation de la proportion du capital.

Dans les pays périphériques où la disponibilité en facteurs de production est en général inverse, l'utilisation de telles technologies ne peut qu'aggraver le déséquilibre au niveau des facteurs de production, accentuant l'endettement extérieur et ne permettant pas de réabsorber le chômage. Ces technologies sont conçues en fonction de la constellation des ressources que possèdent ou auxquelles peuvent accéder facilement les pays du centre, ce qui empêche souvent les pays périphériques, qui se voient obligés d'utiliser ces technologies, de maximiser l'utilisation de leurs propres ressources.

Pour les pays périphériques dont l'économie s'oriente fondamentalement se-



lon les mécanismes du marché, l'importation de technologie se traduit fréquemment par le contrôle des industries stratégiques par les filiales de grandes entreprises internationales. Les mécanismes par lesquels ces entreprises accèdent au contrôle de ces secteurs (11) sont variés et vont de l'implantation directe de filiales créant dans les pays périphériques de nouvelles unités de production jusqu'à l'absorption des unités déjà existantes au moyen d'achats d'actions données en paiements de « royalties ». Pour les pays périphériques où l'Etat joue le rôle prépondérant, le phénomène décrit ci-dessus ne risque pas de se produire, mais les coûts des « royalties » ne pèsent pas moins dans la balance extérieure.

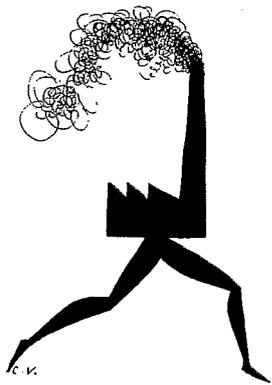
2. LES ÉCONOMIES D'ÉCHELLE ET LE PRIX RELATIF DES BIENS DE CAPITAL

Pour fonctionner à un niveau d'efficacité satisfaisante les unités appartenant à ce type de branches requièrent l'installation d'une capacité de production relativement large. Or, du moins dans un premier temps, l'économie des pays périphériques n'est pas en condition d'absorber une production qui corresponde à la dimension optimale des unités. Il s'ensuit soit que la dimension des unités est inférieure au minimum nécessaire pour produire à un niveau d'efficacité satisfaisant, soit qu'une large capacité de la production est inutilisée. Dans ces conditions, le coût des biens de capital s'élève. Cette élévation des coûts, en se propageant aux autres secteurs de l'économie, d'une part ralentit le processus d'accumulation du capital et d'autre part diminue le niveau réel du revenu national. Ces effets se traduisent par le sacrifice de la consommation d'une partie ou de l'ensemble de la population selon le type d'économie périphérique considérée.

Mais, contrairement à ce que croyait Celso Furtado (12), les effets des économies d'échelle sont réversibles. Ils ne

(11) Moïse IKONICOFF ; *Les investissements étrangers en Amérique latine*. In *Revue Tiers Monde*, Tome 11, n° 44-1970.

(12) Celso FURTADO : *Développement et Sous-développement*. PUF, Paris, 1966.



jouent que pendant une période suivant l'implantation des unités de production. Peu à peu, les débouchés augmentent, les coûts d'implantation ont une incidence de moins en moins grande sur les coûts de production et les unités atteignent un certain niveau d'efficacité qui permet la réduction graduelle des coûts et la reprise du processus de croissance du revenu national. La stagnation ne semble donc pas l'aboutissement inévitable de l'intégration industrielle dans les pays périphériques, mais le problème se situe dans le temps qui peut passer entre le moment où les effets négatifs des économies d'échelle commencent à jouer, et le moment où ils sont réabsorbés par le fonctionnement de l'économie.

La durée de ce phénomène ainsi que la capacité de la population d'en supporter les conséquences dépend autant de facteurs techniques que de facteurs sociologiques et politiques propres à chaque pays.

3. LA STRUCTURE DES EXPORTATIONS

L'élévation des coûts des biens industriels que provoque l'implantation des industries lourdes rend ses produits non compétitifs sur le marché mondial. Par conséquent, l'intégration verticale de conséquence, l'intégration verticale de l'industrie, bien qu'elle modifie le profil de l'offre nationale de biens, ne peut pas modifier la structure des exportations qui restent composées, pour l'essentiel, de biens primaires. Et ceci doit se prolonger au moins durant tout le temps qu'il faut pour que les effets négatifs des économies d'échelle soient amortis.

De là provient la situation paradoxale de pays comme l'Argentine ou le Brésil qui possèdent un niveau très élevé d'intégration industrielle qui ne se reflète pas dans la structure de leurs exportations,



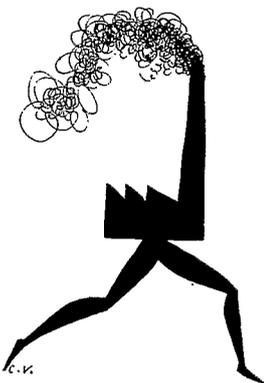
dont la majeure partie est composée par les produits de l'agriculture et de l'élevage, pour le premier, et par le café, pour le second.

C'est pourquoi il semble probable que la capacité de paiement extérieur de l'Algérie dépendra encore longtemps de l'exportation du pétrole quels que soient les progrès accomplis par l'industrialisation.

Il est intéressant de souligner que de nombreux auteurs ont, après avoir examiné la composition des exportations, établi des diagnostics erronés sur la structure productive des pays périphériques. Ils n'ont pas saisi que la composition des exportations n'est pas la marque de l'inexistence de l'industrialisation mais un reflet des conditions particulières de celle-ci.

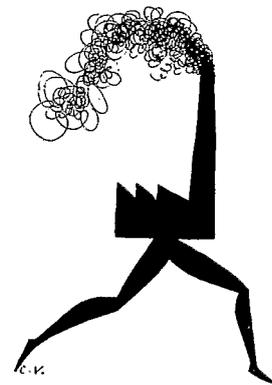
4. LE PROBLÈME DE L'EMPLOI

Les branches dominantes, à ce niveau d'industrialisation, se caractérisent par leur capacité relativement faible d'absorption de main-d'œuvre. Ce problème est encore aggravé par l'existence d'une technologie importée des pays du centre — à laquelle nous nous sommes référés



précédemment — dont l'évolution va dans le sens du *labor saving*. Or, la plupart des pays périphériques qui accèdent à cette étape comptent un pourcentage très élevé de population active potentielle. L'intégration de cette population à l'appareil productif se révèle indispensable, tout d'abord pour des raisons strictement économiques. En effet, à travers les mécanismes de distribution du revenu, cette population pourrait constituer la base d'une demande additionnelle qui élargirait les dimensions du marché et permettrait d'accélérer la réversibilité des effets négatifs des économies d'échelle.

Mais la principale raison pour rechercher cette intégration c'est qu'aucun Etat ne pourrait se permettre de maintenir longtemps une fraction importante de la population en marge du développement d'une industrie moderne sans avoir à affronter de graves conflits d'ordre social et politique. Même si les industries absorbent peu de main-d'œuvre les effets de leur fonctionnement sur le milieu sont considérables : développement de l'infrastructure urbaine, changement des habitudes technologiques et de consommation qui élèvent le niveau d'aspirations et d'expectatives des masses. C'est au

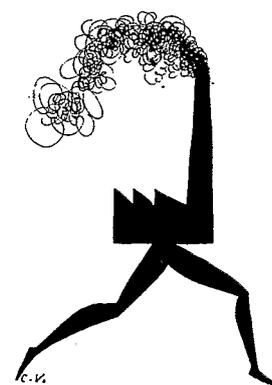


moment où il est impossible de les satisfaire que se créent des distorsions et des déséquilibres qui risquent continuellement d'ébranler le système et d'arrêter le processus d'industrialisation.

Les problèmes que pose, en Amérique latine, l'existence d'une très importante fraction de la population urbaine dite « marginale » — cette fraction dépasse parfois les 32 % de la population totale — non insérée à l'appareil productif et vivant dans des conditions d'habitat extrêmement précaires en est un exemple particulièrement significatif. L'envergure du phénomène interdit que l'on puisse considérer cette masse comme une « armée de réserve » qui permettrait le maintien de faibles taux de rémunération de la main-d'œuvre.

Le marginalisme est une expression absolue de la dysfonctionnalité du système.

Dans les pays périphériques où l'implantation des industries lourdes relève d'une stratégie d'industrialisation définie et appliquée par l'Etat, le problème ne se pose pas avec moins d'acuité, mais les possibilités de le résoudre ou du moins d'en atténuer les effets les plus négatifs y sont bien meilleures. Dans ce sens, la stratégie adoptée par l'Algérie est significative. Les responsables de la politique économique semblent avoir compris qu'à court terme, il existait une contradiction insurmontable entre un projet d'industrialisation fondé sur les industries lourdes et la solution du problème de l'emploi. En s'orientant dans cette voie, ils choisissent délibérément de prolonger le déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi jusqu'au moment où les bases industrielles du pays seront établies. Ce choix étant fait et évaluées les conséquences en termes de coûts économiques et sociaux, ils ont mis en place une politique tendant à

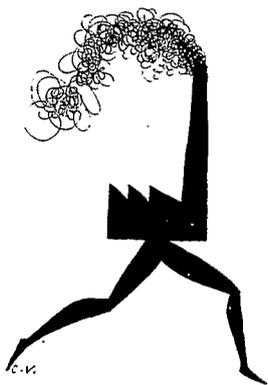


réduire, dans la mesure du possible, les coûts sociaux du projet et cela par deux moyens : 1° l'émigration temporaire d'une partie de la main-d'œuvre non absorbable ; 2° l'utilisation d'une partie du surplus que dégagent les exportations du pétrole pour le financement de certains équipements collectifs installés à la campagne afin d'améliorer les conditions de vie des populations de l'intérieur les plus défavorisées. Ce dernier moyen employé s'accompagne d'une politique urbaine tendant à freiner l'immigration de ces populations vers les villes, politique qui semble pouvoir préserver l'Algérie des risques de la « marginalité ».

La quatrième étape

La quatrième étape de l'industrialisation périphérique doit commencer au moment où les effets de l'économie d'échelle et du coût d'implantation des usines sont réabsorbés par le fonctionnement du système économique et où les prix relatifs des biens de capital commencent à diminuer.

Dans ces conditions, le processus d'accumulation du capital devrait s'accélérer, la croissance reprendre avec un



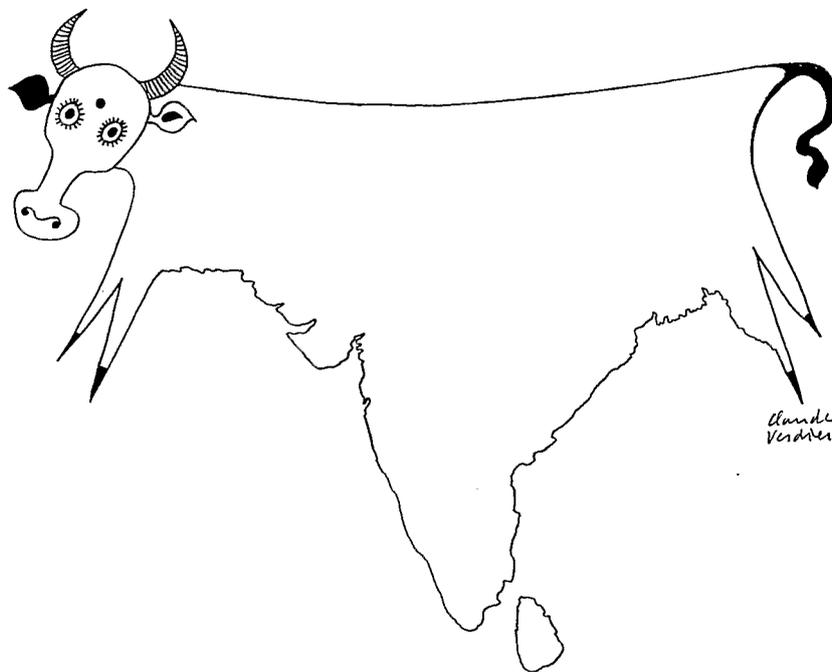
élan accru et la pression de la demande sur le marché de l'emploi s'accroître. Il est vraisemblable que ces conditions favoriseraient aussi une intégration plus poussée au marché international par l'incorporation croissante de biens industriels — devenus compétitifs dans certains domaines — à la structure des exportations. Nous ne possédons pas encore d'exemple de pays périphériques — quel que soit le système dominant — qui ait accédé complètement à cette étape.

Les tendances que nous avons signalées précédemment apparaissent dans le développement du capitalisme brésilien après 1966 ce qui nous permet de penser que ce pays est sorti de la troisième étape et s'engage résolument dans la quatrième. Il est difficile de prévoir les obstacles ou les distorsions que peut rencontrer le processus de développement d'un capitalisme périphérique industriellement intégré comme celui du Brésil. Le caractère récent de l'expérience brésilienne explique qu'elle n'ait pas, jusqu'à présent, suscité beaucoup d'analyses. Il faudrait tout de même faire réfère-

rence aux travaux de Maria Conceição Tavares (13) qui constituent la tentative la plus lucide pour écarter les faux schémas d'analyse et mettre sur pied quelques éléments qui permettent une explication des mécanismes du développement des pays de l'Amérique latine durant cette quatrième étape.

M. C. Tavares remarque que, durant cette étape, l'expansion économique s'accompagne d'une intégration très poussée des mécanismes économiques nationaux dans le courant du capitalisme international. Elle est d'accord sur ce point avec les travaux d'Oswaldo Sunkel (14).

L'analyse par étapes que nous venons de proposer est une tentative de présentation systématique des différentes expériences d'industrialisation qui se sont déroulées jusqu'à présent dans le Tiers-Monde. Il s'en dégage que l'industrialisation des pays du Tiers-Monde ne rencontre pas d'obstacles absolus. En revan-



che, des déséquilibres, des goulots d'étranglement et des distorsions se présentent à chaque étape du processus. Ils sont surmontés de façon différente selon l'époque où ils se présentent, la nature du système qui prévaut dans les pays considérés, les tendances qui prédominent dans l'évolution des forces productives et dans les rapports de forces au niveau mondial.

L'examen de ces expériences peut constituer une source particulièrement riche d'enseignements pour les responsables de la politique économique et est de nature à éclairer leurs choix dans la formulation d'une stratégie de l'industrialisation.

(13) *Mas alla del estancamiento : una discusión sobre el estilo del Desarrollo reciente en Brasil*, in 2° *seminario Latino-americano para el Desarrollo*, Chili, novembre 1970.

(14) Oswaldo SUNKEL : *Capitalismo transnacional y desintegración nacional en América Latina*. In *Revue : Estudios Internacionales*, n° 16, 1971, Santiago de Chile.